

Brésil/En pleins Jeux olympiques

Dilma Rousseff se rapproche de la sortie

AFP
Brasilia/Brésil

Un vote en faveur de la destitution définitive de la présidente suspendue depuis le 12 mai devrait intervenir au Sénat dans les prochaines heures.

LE Sénat brésilien a ouvert hier ses débats avant un vote, simple formalité de l'avis de tous, qui doit ouvrir la voie au jugement final de Dilma Rousseff, avant une destitution définitive fin août, juste après la fin des jeux Olympiques.

La séance, dirigée par le président la Cour suprême, Ricardo Lewandowski, a commencé à 9h45 heure locale (13h45 au Gabon) et devrait durer une vingtaine d'heures.

C'est l'avant-dernier kilomètre d'un marathon politique entamé il y a plusieurs mois à Brasilia : après le vote d'une commission spéciale de sénateurs jeudi, le Sénat se prononce cette fois en séance plénière.

Les adversaires de la présidente de gauche du Brésil n'auront besoin que de la majorité simple, sur 81 sénateurs, pour pousser vers la sortie Mme Rousseff, la dauphine politique de l'ex-chef de l'Etat Luiz Inacio Lula da Silva, principal artisan de l'attribu-



Photo : AFP

La séance plénière hier du Sénat qui devait déboucher sur un vote en faveur de la destitution définitive...

tion en 2009 des JO à Rio de Janeiro.

Celle-ci a été suspendue de ses fonctions le 12 mai par la chambre haute et c'est son ancien vice-président devenu son rival, Michel Temer, 75 ans, qui assure depuis l'intérim à la tête de l'Etat.

Pour les deux camps, l'issue ne fait guère de doute. "La présidente est toujours plus isolée. Un isolement très grand qui s'est aggravé ces dernières semaines et qui concerne même son propre parti", a déclaré à l'AFP le sénateur Aloysio Nunes, du parti social-démocrate PSDB, principal parti d'opposition au Parti des Travailleurs (PT-gauche) de Mme Rousseff et soutien de M. Temer (PMDB, centre droit). « Je ne doute pas une seconde que, à l'instar du jugement définitif, le vote sera en faveur de

l'"impeachment" et qu'elle sera destituée », a-t-il dit. Du côté des alliés de Mme Rousseff, la sénatrice Vanessa Grazziotin concède par avance la défaite. "Ils vont y arriver avec une certaine facilité", a-t-elle regretté.

CRISE INSTITUTIONNELLE • Si le Sénat le décide ainsi, le jugement final devrait intervenir autour du 25 août, quelques jours après la clôture des premiers jeux Olympiques organisés en Amérique du Sud. Cette ultime étape devrait durer moins d'une semaine.

En cas de destitution définitive de la présidente, ce sera la fin de plus de 13 ans au pouvoir pour le Parti des Travailleurs (PT, gauche). Michel Temer, 75 ans, remplacera alors Dilma Rousseff jusqu'à la fin de son mandat, fin 2018.



Photo : AFP

... de Dilma Rousseff.

Il s'agirait du deuxième chef de l'Etat brésilien à être écarté du pouvoir, après Fernando Collor, en 1992. M. Collor démissionna trois mois après l'ouverture d'une procédure de destitution pour corruption, au moment où le Sénat s'appretait à le reconnaître coupable.

La présidente, réélue pour un second mandat de quatre ans fin 2014, est accusée de maquillage des comptes publics ainsi que d'avoir signé des décrets engageant des dépenses non prévues au budget sans avoir demandé au préalable l'accord du Parlement, une pratique à laquelle ses prédécesseurs ont largement eu recours. Mme Rousseff conteste formellement avoir commis un quelconque "crime de responsabilité" et dénonce un coup d'Etat institutionnel ourdi par M.

Temer et la droite brésilienne.

Sur le plan strictement juridique, le parquet brésilien lui a donné partiellement raison en estimant que les tours de passe-passe budgétaires qui lui sont reprochés n'étaient pas constitutifs de crimes. L'accusation, déjà fragile, ne reposerait plus que sur la signature de quelques décrets litigieux.

Dans les faits, il s'agit aussi et avant tout d'un procès politique intenté à une présidente fragilisée depuis l'éclatement de sa majorité parlementaire au plus fort de la crise politique brésilienne au printemps dernier.

Entre la nouvelle médaille olympique de Michael Phelps, l'entrée en piste d'Usain Bolt et les attentes autour de la Selecao de Neymar dans le tournoi olympique, les Brésiliens suivent le dernier acte de cette telenovela politique qui a plongé le Brésil dans sa pire crise institutionnelle depuis des décennies.

Ce géant d'Amérique latine s'achemine vers sa plus forte récession en un siècle, au milieu du gigantesque scandale Petrobras.

Loin des stades de Rio, le bâtiment du Congrès à Brasilia était entouré de barrières avant la séance plénière d'hier. Quelque 5 000 manifestants étaient attendus.

L'Afrique en bref

• Cameroun-France/Justice. Quatre employés de la BPCE en prison

Quatre employés d'une filiale camerounaise du groupe français Banque populaire - Caisse d'Épargne (BPCE) ont été arrêtés et placés en détention à Douala (sud) pour des malversations présumées de plusieurs millions d'euros, a-t-on appris hier de sources concordantes.

• Mali/Jihadistes. Cinq soldats portés disparus

Au moins cinq soldats maliens sont portés disparus depuis une attaque dans la région de Mopti, dans le centre du Mali, a déclaré une source militaire malienne qui l'a attribuée au groupe jihadiste malien Ansar Dine.

• RD Congo/Election. L'appel d'ONG à la Monusco

Une coalition d'ONG congolaises a appelé la Mission de l'ONU en République démocratique du Congo (Monusco) à "retirer son soutien" à la commission chargée d'organiser l'élection présidentielle dont la tenue avant la fin de l'année est devenue improbable, selon un communiqué parvenu lundi à l'AFP.

A travers le monde

• France-Bulgarie/Jihadistes. Mourad Hamyd accepte d'être extradé vers Paris

Mourad Hamyd, beau-frère de Chérif Kouachi, l'un des auteurs de l'attentat contre Charlie Hebdo en 2015 à Paris, accepte d'être remis à la France par la Bulgarie, a annoncé hier son avocat, à la veille d'une audience d'extradition à Sofia.

• Russie-Turquie/Diplomatie. Poutine et Erdogan sur la même ligne

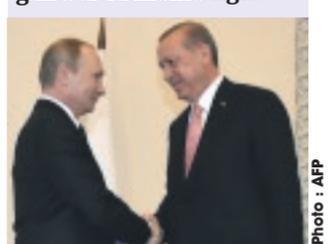


Photo : AFP

Le président russe Vladimir Poutine a souligné la volonté russo-turque de "rétablir le dialogue et les relations" bilatérales, en accueillant hier à Saint-Petersbourg son homologue turc Recep Tayyip Erdogan, après neuf mois de crise diplomatique.

• Syrie/Conflit. L'appel de l'Onu

L'Onu a appelé à un accès humanitaire immédiat aux quelque 1,5 million d'habitants à Alep près de laquelle des combats opposaient hier régime aux rebelles, qui se préparent à une bataille cruciale pour le contrôle de cette deuxième ville de Syrie.

Tchad/Politique

L'opposant Kebzabo interrogé dans une affaire de militaires disparus

AFP
N'Djaména/Tchad

LE chef de file de l'opposition tchadienne, Saleh Kebzabo, a été entendu hier comme "témoin" par la police judiciaire dans le cadre de la disparition présumée d'une vingtaine de militaires après la présidentielle d'avril, a-t-on appris de source judiciaire. Cette audition intervient au lendemain de la céré-

monie d'investiture du président Idriss Deby Itno, dans un climat tendu après la mort dimanche d'un manifestant à N'Djaména lors d'une marche d'opposants qui contestaient sa réélection.

"A la demande du procureur général, nous avons entendu Monsieur Kebzabo comme témoin sur l'affaire des présumés militaires disparus au lendemain de l'élection présidentielle du 10 avril", a déclaré à l'AFP une source judiciaire. L'au-

dition a duré deux heures, a précisé cette source.

Fin avril, l'opposition avait dénoncé la disparition de militaires qui auraient refusé de voter pour le président Deby, candidat à un cinquième mandat, et dont certains auraient été "arrêtés et emprisonnés".

Un enquête sur la disparition d'"au moins 20 militaires" a été ouverte mi-mai par le parquet de N'Djaména, après que la France et les ONG Amnesty international et la Ligue

tchadienne des droits de l'Homme (LTDH) eurent demandé aux autorités de faire "toute la lumière" sur cette mystérieuse affaire. Certains médias nationaux faisaient alors état de 40 à 60 membres des forces de défense et de sécurité portés disparus.

La semaine dernière, l'Assemblée nationale a autorisé la levée de l'immunité parlementaire de Saleh Kebzabo et Gali Ngothé Gatta, tous deux députés d'opposition à l'origine des

premières accusations et candidats défaits à la dernière présidentielle, afin qu'ils puissent être entendus.

"Je suis ainsi la première proie du quinquennat. Je me serai bien passé de ce triste record !", a affirmé M. Kebzabo à l'AFP en recevant lundi sa convocation judiciaire, accusant à demi-mot le pouvoir de nouvelles intimidations après la répression des manifestations du week-end.

Turquie/Putsch manqué du 15 juillet

Limogeage de 2 560 autres membres du clergé musulman

AFP
Ankara/Turquie

LA Direction des affaires religieuses (Diyanet), puissante institution publique turque, a annoncé hier avoir procédé au limogeage de 2 560 employés dans le cadre d'une vaste purge visant en Turquie depuis le putsch avorté toute personne en "lien"

avec Fethullah Gülen. L'ex-imam qui s'est exilé aux Etats-Unis est accusé d'avoir ourdi le coup d'Etat manqué du 15 juillet et la Turquie a demandé son extradition.

Ces 2 560 personnes viennent s'ajouter aux 1 112 employés de la Diyanet qui ont déjà été limogés, indique cet organisme dans un communiqué qui donne un chiffre total de 3 672.

"Les commissions mises en place à cet effet (pour débarrasser les sympathisants de Gülen) font un travail rigoureux", ajoute le texte.

La Diyanet, directement liée au Premier ministre, a été créée pour assurer le contrôle de l'islam sunnite, le courant de l'islam dominant en Turquie, et est critiqué par les laïcs pour traiter autrement les autres courants musulmans,

notamment la minorité progressiste alévie.

Les ministres du culte musulman sunnite sont des fonctionnaires rémunérés par l'Etat. La Diyanet emploie plus de 100 000 fonctionnaires et son budget est considérable, supérieur notamment à celui alloué à plusieurs ministères dont celui de la Santé.

Des dizaines de milliers de fonctionnaires ont été

congrédiés depuis le coup d'Etat avorté après avoir été accusés d'être liés à l'ex-imam. La purge a surtout visé l'armée, la justice, la presse et l'enseignement.

En outre, 16 000 personnes ont été inculpées et arrêtées et quelque 6 000 (autres) suspects sont toujours en garde à vue, a dit hier le ministre de la Justice Bekir Bozdog.